

**Arrêté n° 25/422/CM**

**Délégation de signature à Madame Mariam Bergeret, Responsable de division Accueil et Ressources du Service Centre de Formation d'Apprentis au sein de la Direction Ressources et Coordination de la Direction Générale Déléguée Développement Economique, Innovation, Attractivité et Relations Internationales de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code Général de la Fonction Publique ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA-008-17532/25/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 27 février 2025 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 24/547/CM du 29 octobre 2024 portant délégation de signature à Madame Mariam Bergeret, pour le Service Centre de Formation d'Apprentis au sein de la Direction Ressources et Coordination de la Direction Générale Déléguée Développement Economique, Innovation, Attractivité et Relations Internationales de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'acte DRH n°2023-1098-DRC4 portant affectation de Madame Mariam Bergeret.

## ARRETE

### **Article 1 :**

L'arrêté n° 24/547/CM du 29 octobre 2024 est abrogé.

### **Article 2 :**

Délégation est donnée à Madame Mariam Bergeret, Responsable de division Accueil et Ressources du Service Centre de Formation d'Apprentis au sein de la Direction Ressources et Coordination de la Direction Générale Déléguée Développement Economique, Innovation, Attractivité et Relations Internationales, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**En matière de Ressources humaines, pour le personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Division Accueil et Ressources :**

#### Accueil de stagiaires :

Les conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

#### Evaluation des agents :

- Les comptes rendus des entretiens professionnels des agents ;
- Les courriers de réponses et /ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

#### Congés / Aménagements d'horaires :

- Les autorisations spéciales d'absences hors absences syndicales ;
- Les refus d'un congé ou d'une RTT ;
- Les courriers d'autorisation et de refus relatifs au report des congés annuels et au compte épargne temps (C.E.T.) ;
- Les courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires), y compris les refus.

#### Gestion du télétravail :

- Les courriers d'autorisation ou de refus délivrés aux agents.

#### Protection sociale et santé :

- Les déclarations d'accidents de travail des agents stagiaires et titulaires ;
- Les déclarations d'accidents de travail des agents contractuels.

#### Frais de déplacement :

- Les ordres de mission permanent ou ponctuel sur le territoire national ;
- Les états de frais de déplacements ;
- Les autorisations ponctuelles de remisage à domicile.

#### Carrière :

- Les courriers de rappel à l'ordre ;
- Les mesures d'ordre interne.

#### Formation des agents :

Reçu au Contrôle de légalité le 16 juin 2025

- Les courriers de refus de formation pour nécessité de service.

**En matière de Marchés publics et accords-cadres et concernant les compétences exercées pour le Service Centre de Formation des Apprentis :**

Pour l'exécution des marchés, y compris subséquents, et accords-cadres inférieurs à 150 000 euros HT :

-Les bons de commande d'un montant inférieur à 150 000 euros HT y compris les bons de commande et engagements comptables auprès d'une centrale d'achat ainsi que les engagements de commande issus d'un marché subséquent émanant d'une centrale d'achat.

**Pour les actes divers concernant la Division Accueil et Ressources :**

- Déclaration annuelle d'effectifs et d'heures de formation auprès de la DREETS (Bilan pédagogique et financier) ;
- Contrôle des opérateurs de compétences ;
- Facturation des contrats d'apprenant ;
- Facturation des produits et services conformément à la délibération du Conseil de la Métropole relative aux tarifs du CFA (formation individuelles, services liés à la formation professionnelle, repas, gâteaux, fleurs, coiffure, esthétique, locations de salles et espaces, prestations extérieures du CFA, cautions de prêt de matériel, remplacement de badges d'accès perdus par les apprentis, etc.) ;
- Certification administrative relative à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire ;
- Etats liquidatifs ;
- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la division.

**Article 3 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Mariam Bergeret, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

**Article 4 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mariam Bergeret, la présente délégation de signature est donnée au :

- Chef de service Centre de Formation d'Apprentis.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mariam Bergeret, du Cheffe de service Centre de Formation d'Apprentis, la présente délégation de signature est donnée à :

- Madame Marina Rizzon, Directrice Ressources et Coordination.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mariam Bergeret, du Cheffe de service Centre de Formation d'Apprentis, de Madame Marina Rizzon, la présente délégation de signature est donnée à :

- Madame Josiane Eydoux, Cheffe de service Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mariam Bergeret, du Cheffe de service Centre de Formation d'Apprentis, de Madame Marina Rizzon, de Madame Josiane Eydoux, la présente délégation de signature est donnée à :

- Madame Pascale Pietta, Directrice Générale Déléguée Développement Economique, Innovation, Attractivité et Relations Internationales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mariam Bergeret, du Cheffe de service Centre de Formation d'Apprentis, de Madame Marina Rizzon, de Madame Josiane Eydoux, de Madame Pascale Pietta, la présente délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 6** :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 7** :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches- du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

**Article 8** :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9** :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 juin 2025

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 juin 2025